

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 33.042/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, le 15 février 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "modifiant la loi du 3 mai 1999 relative au transport de choses par route et la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur", a donné le 29 avril 2002 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES 33.042/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 15 februari 2002 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer verzocht haar, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 3 mei 1999 betreffende het vervoer van zaken over de weg en van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument", heeft op 29 april 2002 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Dispositif

Article 1^{er}

L'article 12 de l'avant-projet de loi, qui modifie l'article 97 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, donne deux nouvelles compétences au président du tribunal de commerce en matière d'action en cessation. Il concerne donc l'organisation judiciaire et, partant, relève de l'article 77 et non de l'article 78 de la Constitution.

Il en va de même pour l'article 8 de l'avant-projet qui donne compétence au tribunal de police pour connaître, par dérogation au droit commun, des infractions prévues par l'article 36 de la loi du 3 mai 1999 relative au transport de choses par route.

Article 3

(article 11, § 1^{er}, en projet de la loi du 3 mai 1999, précitée)

L'habilitation donnée au Roi de fixer les conditions d'agrément des organismes chargés de dispenser les cours trouverait mieux sa place à l'article 12 qui énumère toutes les habilitations données au Roi en matière de capacité professionnelle.

Article 5

(article 25 en projet de la loi du 3 mai 1999, précitée)

Les transgressions à la réglementation communautaire ne sont pénalement punissables et ne peuvent être qualifiées d'infractions au sens du droit interne que par l'application des articles 35 à 37 de la loi du 3 mai 1999, précitée.

Il est donc impropre de viser, comme le fait la disposition en projet, la recherche et la constatation d'infractions "à la réglementation communautaire en matière de transport de choses par route".

Le texte doit être revu.

L'observation vaut pour l'ensemble de l'avant-projet.

Article 6

(article 26 en projet de la loi du 3 mai 1999, précitée)

1. Les paragraphes 3 à 5 de l'article 26 en projet sont, en partie, semblables aux dispositions de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail et à d'autres lois en matière socio-économique (loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante, loi du 9 février 1994 relative à la sécurité des consommateurs, etc.).

Ils sont cependant rédigés de manière encore plus générale. Ainsi, n'est-il pas précisé que l'interrogatoire doit porter sur des faits "dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance", ni que le contrôle d'identité est limité aux personnes dont les agents peuvent raisonnablement présumer qu'elles exercent certaines professions ou "dont ils estiment l'audition nécessaire pour l'exercice de la surveillance". De même, il n'est pas précisé que les agents ne peuvent se faire produire que les pièces "nécessaires à leurs recherches et constatations" et ne peuvent saisir que "ce qui est nécessaire pour la preuve d'une infraction ou pour rechercher les coauteurs ou complices des contrevenants".

Le paragraphe 4 est inspiré de l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 16 novembre 1972, précitée, mais en étend la portée également à "toute personne privée".

.../...

Enfin, la section de législation note qu'en matière de visite domiciliaire, certaines lois disposent, de manière plus complète, que les agents peuvent :

"S'ils ont des raisons de croire à l'existence d'une infraction, pénétrer dans les locaux habités avec autorisation préalable du juge au tribunal de police; les visites dans les locaux habités doivent s'effectuer entre huit et dix-huit heures et être faites conjointement par deux agents au moins" (Voir les article 11, § 2, 4°, de la loi du 24 juillet 1973 instaurant la fermeture obligatoire du soir dans le commerce, l'artisanat et les services ainsi que l'article 15, § 2, 4°, de la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante).

S'il n'est certes pas obligatoire que toutes les lois accordant des pouvoirs particuliers aux agents chargés de leur application utilisent les mêmes formules, il convient cependant que ces pouvoirs ne soient pas étendus au-delà de ce qui est nécessaire à leurs missions. Il y a donc lieu de limiter expressément les pouvoirs conférés aux agents visés à l'article 25 à ce qui est nécessaire à l'application de la loi ainsi qu'à la recherche et à la constatation des infractions à celle-ci.

2. L'article 594, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle dispose que :

"Le Roi peut autoriser certaines administrations publiques, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et après avis de la Commission de la protection de la vie privée, à accéder aux informations enregistrées dans le Casier judiciaire, uniquement dans le cadre d'une fin déterminée par ou en vertu de la loi, à l'exception :

- 1° des condamnations et décisions énumérées à l'article 593, 1° à 4°;
- 2° des arrêts de réhabilitation et des condamnations visées par cette réhabilitation;
- 3° des décisions ordonnant la suspension du prononcé de la condamnation et la suspension probatoire".

Par ailleurs, l'alinéa 2 du même article limite dans le temps l'accès à certaines informations, notamment en matière de police de la circulation routière.

.../...

Enfin, le chapitre IV de l'arrêté royal du 19 juillet 2001 portant exécution de la loi du 8 août 1997 relative au Casier judiciaire central, précise les modalités de consultation du Casier judiciaire central.

Le paragraphe 7 de l'article 26 en projet déroge au droit commun de l'article 594 du Code d'instruction criminelle. Une telle dérogation ne peut être admise que si elle est justifiée par des raisons objectives et raisonnables qu'il appartient à l'auteur de l'avant-projet de mentionner dans l'exposé des motifs.

3. Il résulte de l'article 594 du Code d'instruction criminelle et des articles 5, e), et 8 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, que l'accès aux données du Casier judiciaire central n'est donné que pour une finalité spéciale, ce qui exclut que l'on puisse consulter des données qui n'ont pas de rapport avec cette finalité. Cette exigence serait encore mieux respectée si l'avant-projet mentionnait expressément que l'accès au Casier judiciaire central est limité aux données permettant de constater une condamnation visée à l'article 8 ou une infraction visée à l'article 36.

4. Au paragraphe 7, en projet, de l'accord du fonctionnaire délégué, il y a lieu d'écrire :

"(...) des personnes qui dirigent les activités de transport visées à l'article 3, 1° et 2°".

En effet, tel que rédigé, le paragraphe 7 pourrait concerner également n'importe quelle activité de transport pour compte propre.

Au même paragraphe, dans l'expression "coulés en force de choses jugées", les mots "choses" et "jugées" doivent être mis au singulier.

.../...

5. S'agissant du paragraphe 7, alinéa 2, en projet, il va de soi que devront être respectées les dispositions de la loi du 8 décembre 1992, précitée.

Article 9

(article 37 en projet de la loi du 3 mai 1999, précitée)

1. Selon l'exposé des motifs, l'article 37 en projet tend à établir une distinction entre des infractions qu'il qualifie d'"intentionnelles" (§§ 2 et 4 en projet) et celles qu'il qualifie de "non intentionnelles" (§§ 1^{er} et 3 en projet).

Afin de mieux marquer que les paragraphes 1^{er} et 3 de l'article 37 en projet, visent des infractions non-intentionnelles, il est suggéré, d'écrire, au paragraphe 1^{er},

"(...) si, préalablement à l'exécution d'un transport de choses soumis à la présente loi et à ses arrêtés d'exécution, ils ont omis, même par défaut de prévoyance ou de précaution, de s'assurer que (...)"

et, au paragraphe 3,

"(...) qui n'a pas dirigé effectivement et en permanence, même par défaut de prévoyance ou de précaution, les activités de l'entreprise (...).".

2. Au paragraphe 2, les mots "s'il est prouvé qu'ils ont donné" doivent être remplacés par les mots "s'ils ont donné" et, au paragraphe 4, les mots "s'il est prouvé qu'ils ont offert" doivent être remplacés par les mots "s'ils ont offert".

En effet, il va de soi que l'on ne peut être sanctionné que si les éléments de l'infraction sont prouvés.

3. Au paragraphe 4 en projet, le Conseil d'Etat se demande s'il ne serait pas plus clair de mentionner soit "les postes inéluctables du coût du transport" soit "les postes inéluctables du prix de revient du transport", notamment "l'amortissement ou le loyer du véhicule, son entretien, le carburant".

Article 10

(article 38, § 6, en projet de la loi du 3 mai 1999, précitée)

Cette disposition gagnerait à constituer l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er}, et non le paragraphe 6.

Article 11

(article 39 en projet de la loi du 3 mai 1999, précitée)

1. Puisque la Commission a pour mission, facultative, de donner un avis sur le rapport socio-économique à établir annuellement par le ministre qui a les transports routiers dans ses attributions, il convient, préalablement, de consacrer, dans une autre disposition de l'avant-projet de loi, l'obligation pour le ministre d'établir un tel rapport.

2. Afin d'éviter toute ambiguïté, il convient, si telle est bien l'intention de l'auteur de l'avant-projet, d'indiquer dans l'exposé des motifs que le ministre peut introduire une action en cessation même en l'absence de toute proposition de la Commission des transports de marchandises par route.

Article 12

(article 97, points 17 et 18 en projet de la loi du 14 juillet 1991, précitée)

1. L'avant-projet de loi examiné fournit l'occasion de rectifier l'article 97, alinéa 1^{er}, de la loi du 14 juillet 1991, précitée, qui contient actuellement deux points 15, introduits par deux lois adoptées à des dates rapprochées dans le courant de l'année 1999. La rédaction de l'article 12 doit, dès lors, être complétée afin que le second point 15 devienne le point 16.

2. Le point 17 en projet vise l'exercice de la profession de transporteur de choses ou de personnes par route sans être titulaire des licences de transport requises.

Bien que l'exposé des motifs indique, entre parenthèses, que les mots "licences de transport" doivent être compris sensu lato, il est suggéré de mentionner dans le texte de l'avant-projet de loi les "licences et autres autorisations requises". En effet, en ce qui concerne le transport de personnes, l'article 1^{er} de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et par autocars, prévoit une autorisation et non une licence.

3. Le point 18 en projet vise le non-respect des prescriptions relatives aux temps de conduite et de repos des conducteurs de véhicules.

Une rédaction à ce point générale s'appliquera à toutes les réglementations -pour autant qu'elles relèvent de la compétence de l'autorité fédérale- qui pourraient exister en matière de temps de conduite.

Si telle est bien l'intention de l'auteur de l'avant-projet de loi, mieux vaut l'indiquer expressément dans l'exposé des motifs.

4. L'exposé des motifs indique qu'

"Il conviendra, évidemment, de réserver la procédure d'action en cessation aux cas -qui devraient demeurer exceptionnels- d'entreprises qui enfreignent de manière grave et répétée les prescriptions visées aux points 17 et 18 -selon le projet- de l'article 97 de la loi du 14 juillet 1991".

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est cependant attirée sur le fait que le texte en projet ne prévoit nullement que seuls les transporteurs qui enfreignent de manière grave et répétée les dispositions visées peuvent faire l'objet d'une action en cessation. La précision contenue dans l'exposé des motifs n'est donc qu'un simple souhait à l'attention du ministre qui est compétent en matière de transport. Si l'auteur de l'avant-projet entend en faire une règle de droit, le texte de l'avant-projet de loi doit être précisé.

Article 13 (nouveau)

Entrée en vigueur

L'article 43 de la loi du 3 mai 1999 relative au transport de choses par route dispose que :

"Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi, à l'exception des articles 37, § 1^{er} et 38 qui entrent en vigueur le dixième jour qui suit la publication de la présente loi au Moniteur belge".

Cette publication étant intervenue le 30 juin 1999, ces articles 37, § 1^{er} et 38 sont donc entrés en vigueur.

D'autre part, les articles 72 et 73 du projet d'arrêté royal relatif au transport de choses par route, qui a fait l'objet de l'avis du Conseil d'Etat 32.264/4, donné le 5 décembre 2001, disposent que :

"Art.72. Les articles 1^{er} à 36, 37, § 2 et 39 à 42 de la loi du 3 mai 1999 relative au transport de choses par route, entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Art.73. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002".

.../...

Le fonctionnaire délégué a confirmé que cet arrêté royal n'était encore ni signé ni publié mais que ces procédures étaient en cours; il a, d'autre part, indiqué que la date du 1^{er} janvier 2002 prévue aux articles 72 et 73 précités, avait été modifiée en 1^{er} janvier 2003.

L'avant-projet de loi à l'examen modifie la loi du 3 mai 1999, précitée. Il ne contient quant à lui aucune disposition relative à son entrée en vigueur, qui interviendrait par conséquent le dixième jour suivant la publication de la loi au Moniteur belge.

Il y a lieu d'éviter que cette loi entre en vigueur avant la loi qu'elle modifie.

Il convient également, du point de vue de l'entrée en vigueur, de faire un sort commun à l'ensemble des dispositions de cette loi, même si le problème évoqué supra ne concerne ni les articles 9 et 10 qui visent à modifier les articles 37, § 1^{er} et 38, ni l'article 12 qui vise à modifier l'article 97 de la loi du 14 juillet 1991.

Il est dès lors proposé, de l'accord du fonctionnaire délégué, de rédiger un article 13 supplémentaire au sein de l'avant-projet examiné, prévoyant que l'entrée en vigueur de cette loi est elle aussi fixée au 1^{er} janvier 2003.

Il faut veiller toutefois à ce que cette entrée en vigueur n'entraîne pas une application rétroactive de la loi.

OBSERVATION FINALE

L'observation formulée sous l'article 29 dans l'avis 32.264/4, donné le 5 décembre 2001, par la section de législation du Conseil d'Etat sur un projet d'arrêté royal "relatif au transport de choses par route" avait mis en évidence l'absence de fondement légal de la sanction prévue.

.../...

De même, l'observation formulée sous l'article 41 dans l'avis 32.265/4, donné le 5 décembre 2001, par la section de législation du Conseil d'Etat sur un projet d'arrêté ministériel "pris en exécution de l'arrêté royal du ... relatif au transport de choses par route" avait souligné l'absence de fondement légal au pouvoir donné à la commission des transports de marchandise par route.

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur ce que l'avant-projet examiné ne contient pas les modifications de la loi nécessaires pour rencontrer ces observations.

Observation finale d'ordre linguistique

Sous réserve des observations de fond faites ci-avant, il faudrait écrire dans la version néerlandaise du projet, à l'article 6 (article 26, § 4, alinéa 1^{er}, en projet, in fine) "(...) met toestemming van de procureur-generaal."

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Dispositief

Artikel 1

In artikel 12 van het voorontwerp van wet, waarbij artikel 97 van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument wordt gewijzigd, worden aan de voorzitter van de rechtbank van koophandel twee nieuwe bevoegdheden opgedragen op het stuk van de vordering tot staking. Dat artikel heeft dus betrekking op de rechterlijke organisatie en sluit dus aan bij artikel 77 van de Grondwet in plaats van bij artikel 78 van de Grondwet.

Hetzelfde geldt voor artikel 8 van het voorontwerp, waarin aan de politierechtbank de bevoegdheid wordt opgedragen om, in afwijking van het gemene recht, kennis te nemen van de strafbare feiten bedoeld in artikel 36 van de wet van 3 mei 1999 betreffende het vervoer van zaken over de weg.

Artikel 3

(ontworpen artikel 11, § 1, van de voormelde wet van 3 mei 1999)

De bepaling waarbij aan de Koning de bevoegdheid wordt opgedragen om de voorwaarden vast te leggen voor de erkenning van de instellingen die de cursussen moeten geven, hoort veeleer thuis in artikel 12 van die wet, waarin alle bevoegdheden worden opgesomd die inzake vakbekwaamheid aan de Koning worden opgedragen.

Artikel 5

(ontworpen artikel 25 van de voormelde wet van 3 mei 1999)

Op overtredingen van de communautaire regelgeving staan geen strafrechtelijke straffen en ze kunnen alleen met toepassing van de artikelen 35 tot 37 van de voormelde wet van 3 mei 1999 worden gekwalificeerd als strafbare feiten in de zin van het interne recht.

De verwijzing naar de opsporing en de vaststelling van overtredingen van "de communautaire regelgeving betreffende het vervoer van zaken over de weg", die in de ontworpen bepaling voorkomt, is dus ondeugdelijk.

De tekst behoort te worden herzien.

Deze opmerking geldt voor het gehele voorontwerp.

Artikel 6

(ontworpen artikel 26 van de voormelde wet van 3 mei 1999)

1. De ontworpen paragrafen 3 tot 5 van artikel 26 stemmen ten dele overeen met de bepalingen van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie en van andere wetten betreffende sociaal-economische aangelegenheden (de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap, de wet van 9 februari 1994 betreffende de veiligheid van de consumenten, enz.).

Deze paragrafen zijn echter in nog algemenere bewoordingen gesteld. Zo wordt niet gepreciseerd dat de ondervraging alleen betrekking mag hebben op feiten "(waarvan de kennisname dienstig is) voor de uitoefening van het toezicht", noch dat identiteitscontrole alleen is toegestaan bij personen van wie de ambtenaren redelijkerwijze kunnen vermoeden dat zij bepaalde beroepen uitoefenen of wier "verklaring zij nodig achten voor de uitoefening van het toezicht". Voorts wordt evenmin bepaald dat de ambtenaren zich alleen de stukken mogen laten overleggen "die zij voor hun opsporingen en vaststellingen nodig hebben" en dat zij alleen beslag mogen leggen op hetgeen "noodzakelijk (is) voor het bewijs van een inbreuk of om de mededaders of medeplichtigen van de overtreders op te sporen".

Paragraaf 4 is opgesteld naar het voorbeeld van artikel 6, § 1, van de voormelde wet van 16 november 1972, maar breidt de reikwijdte ervan uit tot "alle private personen".

.../...

Ten slotte wijst de afdeling wetgeving erop dat, wat huiszoeking betreft, sommige wetten een nader uitgewerkte bepaling bevatten waarin staat dat de ambtenaren :

"Indien zij redenen hebben te geloven aan het bestaan van een inbreuk, in de bewoonde lokalen (mogen) binnentreden met voorafgaande machtiging van de rechter in de politierechtbank; de bezoeken in bewoonde lokalen moeten tussen acht en achttien uur en door minstens twee ambtenaren gezamenlijk geschieden" (Zie artikel 11, § 2, 4°, van de wet van 24 juli 1973 tot instelling van een verplichte avondsluiting in handel, ambacht en dienstverlening, en artikel 15, § 2, 4°, van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap).

Hoewel het geenszins verplicht is om in alle wetten waarbij bijzondere bevoegdheden worden opgedragen aan de ambtenaren die met de toepassing van die wetten worden belast steeds dezelfde bewoordingen te gebruiken, mogen die bevoegdheden niet ruimer worden bepaald dan hetgeen noodzakelijk is voor de uitvoering van hun taken. De bevoegdheden die opgedragen worden aan de ambtenaren bedoeld in artikel 25 van de wet, dienen dan ook uitdrukkelijk te worden beperkt tot hetgeen noodzakelijk is voor de toepassing van de wet en voor de opsporing en de vaststelling van overtredingen van die wet.

2. Artikel 594, eerste lid, van het Wetboek van Strafvordering luidt als volgt :

"De Koning kan bij in Ministerraad overlegd besluit en na advies van de Commissie ter bescherming van de persoonlijke levenssfeer aan bepaalde administratieve overheden toegang verlenen tot in het Strafrechtregister opgenomen gegevens, zulks uitsluitend in het kader van door of krachtens de wet bepaalde doeleinden, en met uitzondering van :

- 1° de veroordelingen en beslissingen bedoeld in artikel 593, 1° tot 4°;
- 2° arresten van herstel in eer en rechten en veroordelingen waarop dat herstel in eer en rechten betrekking heeft;
- 3° beslissingen tot opschorting van de uitspraak van de veroordeling en tot probatie- opschorting."

.../...

Voorts wordt in het tweede lid van hetzelfde artikel de toegang tot bepaalde gegevens, inzonderheid inzake de politie over het wegverkeer, in de tijd beperkt.

Ten slotte worden in hoofdstuk IV van het koninklijk besluit van 19 juli 2001 tot uitvoering van de wet van 8 augustus 1997 betreffende het Centraal Strafreger, de nadere regels voor raadpleging van het Centraal Strafreger bepaald.

De ontworpen paragraaf 7 van artikel 26 houdt een afwijking in van de gemeenrechtelijke regeling die in artikel 594 van het Wetboek van Strafvordering vervat is. Zulk een afwijking kan alleen worden toegestaan wanneer ze gerechtvaardigd wordt door objectieve en redelijke motieven die de steller van het voorontwerp in de memorie van toelichting moet vermelden.

3. Uit artikel 594 van het Wetboek van Strafvordering en uit de artikelen 5, e) en 8 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens volgt dat tot de gegevens van het Centraal Strafreger alleen toegang wordt verleend voor een welbepaald doeleinde, waardoor het uitgesloten is dat gegevens kunnen worden geraadpleegd die geen verband houden met dat doeleinde. Dat vereiste zou nog beter vervuld zijn als in het voorontwerp uitdrukkelijk zou worden bepaald dat de toegang tot het Centraal Strafreger beperkt is tot de gegevens op grond waarvan een veroordeling als bedoeld in artikel 8 of een strafbaar feit als bedoeld in artikel 36 kan worden vastgesteld.

4. De gemachtigde ambtenaar heeft beaamd dat in de ontworpen paragraaf 7 dient te worden geschreven :

"(...) de personen die de vervoerwerkzaamheden bedoeld in artikel 3, 1° en 2°, leiden (...)".

Zoals paragraaf 7 gesteld is, zou hij immers eveneens betrekking kunnen hebben op welke vervoerwerkzaamheid ook die voor eigen rekening wordt verricht.

In de Franse tekst van dezelfde paragraaf moeten, in de uitdrukking "coulés en force de choses jugées", de woorden "chose" en "jugée" zonder "s" worden geschreven.

5. Wat betreft de ontworpen paragraaf 7, tweede lid, hoeft het geen betoog dat de bepalingen van de voornoemde wet van 8 december 1992 zullen moeten worden nageleefd.

Artikel 9

(het ontworpen artikel 37 van de voornoemde wet van 3 mei 1999)

1. Volgens de memorie van toelichting strekt het ontworpen artikel 37 ertoe een onderscheid te maken tussen strafbare feiten die als "opzettelijk" worden omschreven (ontworpen §§ 2 en 4) en strafbare feiten die als "onopzettelijk" worden aangemerkt (ontworpen §§ 1 en 3).

Teneinde beter aan te geven dat in de paragrafen 1 en 3 van het ontworpen artikel 37 onopzettelijke strafbare feiten worden bepaald, wordt voorgesteld om in paragraaf 1 te schrijven,

"(...) indien zij, voordat enig onder deze wet en haar uitvoeringsbesluiten vallend vervoer van zaken geschiedt, hebben nagelaten, zelfs door gebrek aan voorzichtigheid of voorzorg, zich ervan te vergewissen dat (...)"

en in paragraaf 3,

"(...) die, zelfs door gebrek aan voorzichtigheid of voorzorg, de in artikel 3, 1° en 2° bedoelde (...).".

2. In paragraaf 2 moeten de woorden "indien bewezen wordt dat zij instructies hebben gegeven", vervangen worden door de woorden "indien zij instructies hebben gegeven" en in paragraaf 4 moeten de woorden "indien bewezen wordt dat zij een vervoer hebben aangeboden uitgevoerd of laten uitvoeren" vervangen worden door de woorden "indien zij vervoer hebben aangeboden, verricht of laten verrichten".

Immers, het hoeft geen betoog dat men alleen gestraft kan worden indien de bestanddelen van het strafbare feit bewezen zijn.

3. De Raad van State vraagt zich af of het in de ontworpen paragraaf 4 niet duidelijker zou zijn om "de niet te vermijden posten van de kosten van het vervoer" te schrijven, ofwel "de niet te vermijden posten van de kostprijs van het vervoer" namelijk "de afschrijving of de huur van het voertuig, het onderhoud ervan en de brandstof".

Artikel 10

(het ontworpen artikel 38, § 6, van de voornoemde wet van 3 mei 1999)

Deze bepaling zou beter het tweede lid vormen van paragraaf 1, en niet paragraaf 6.

Artikel 11

(het ontworpen artikel 39 van de voornoemde wet van 3 mei 1999)

1. Aangezien de Commissie de facultatieve taak heeft om advies te geven over het sociaal-economische verslag dat jaarlijks moet worden opgemaakt door de minister tot wiens bevoegdheid het wegvervoer behoort, moet eerst in een andere bepaling van het voorontwerp van wet, de verplichting ingeschreven worden dat de minister zulk een verslag moet opstellen.

2. Teneinde elke onduidelijkheid te voorkomen, behoort, als dat de bedoeling is van de steller van het voorontwerp, in de memorie van toelichting te worden vermeld dat de minister een vordering tot staking kan instellen zelfs bij ontstentenis van enig voorstel vanwege de Commissie goederenvervoer over de weg.

Artikel 12

(het ontworpen artikel 97, punten 17 en 18, van de voornoemde wet van 14 juli 1991)

1. Het onderzochte voorontwerp van wet biedt de mogelijkheid om artikel 97, eerste lid, van de voornoemde wet van 14 juli 1991 te verbeteren, aangezien dit thans twee punten 15 bevat, ingevoegd bij twee wetten die kort na elkaar in de loop van het jaar 1999 zijn goedgekeurd. De redactie van artikel 12 moet derhalve worden aangevuld, opdat het tweede punt 15 punt 16 wordt.

2. Het ontworpen punt 17 heeft betrekking op de uitoefening van het beroep van ondernemer van vervoer van zaken of personen over de weg, zonder houder te zijn van de vereiste vervoersvergunningen.

Hoewel in de memorie van toelichting tussen haakjes vermeld wordt dat het woord "vervoervergunningen" begrepen moet worden sensu lato, wordt voorgesteld om in de tekst van het voorontwerp van wet "vergunningen en andere vereiste machtigingen" te schrijven. Immers, wat het vervoer van personen betreft, schrijft artikel 1 van de besluitwet van 30 december 1946 betreffende het bezoldigd vervoer van personen over de weg met autobussen en met autocars, een machtiging voor en niet een vergunning.

3. Het ontworpen punt 18 heeft betrekking op de niet-naleving van de voorschriften betreffende de rij- en rusttijden van bestuurders van voertuigen.

Een dusdanig algemene redactie zal voortaan gelden voor alle regelgevingen - voor zover ze tot de bevoegdheid van de federale overheid behoren - die inzake rijtijd zouden kunnen bestaan.

Indien dat de bedoeling is van de steller van het voorontwerp van wet, is het beter dit uitdrukkelijk te vermelden in de memorie van toelichting.

4. In de memorie van toelichting staat het volgende :

"De vordering tot staking zal uiteraard worden voorbehouden voor die - weliswaar uitzonderlijke - gevallen van ondernemingen die op een ernstige en herhaalde wijze de voorschriften overtreden van de voorgestelde punten 17 en 18 van artikel 97 van de wet van 14 juli 1991".

De aandacht van de steller van het voorontwerp wordt er evenwel op gevestigd dat de ontworpen regeling nergens bepaalt dat een vordering tot staking alleen kan worden ingesteld tegen vervoerders die ernstig en herhaaldelijk de genoemde voorschriften overtreden. De in de memorie van toelichting vervatte precisering is dus niet meer dan een wens gericht aan de minister die bevoegd is voor vervoer. Indien de steller van het voorontwerp er een rechtsregel van wil maken, moet het voorontwerp van wet nauwkeuriger worden gesteld.

Artikel 13 (nieuw)

Inwerkingtreding

Artikel 43 van de wet van 3 mei 1999 betreffende het vervoer van zaken over de weg bepaalt het volgende :

"De Koning bepaalt de datum waarop deze wet in werking treedt, met uitzondering van de bepalingen van de artikelen 37, § 1 en 38 die in werking treden op de tiende dag na die waarop deze wet is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad".

Aangezien de bewuste wet op 30 juni 1999 is bekendgemaakt, zijn die artikelen 37, § 1 en 38 in werking getreden.

Daarenboven bepalen de artikelen 72 en 73 van het ontwerp van koninklijk besluit betreffende het vervoer van zaken over de weg, waarover de Raad van State op 5 december 2001 advies 32.264/4 heeft uitgebracht, het volgende :

"Art. 72. De artikelen 1 tot 36, 37, § 2 en 39 tot 42 van de wet van 3 mei 1999 betreffende het vervoer van zaken over de weg, treden in werking op 1 januari 2002.

Art. 73. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2002".

De gemachtigde ambtenaar heeft bevestigd dat dit koninklijk besluit nog niet ondertekend, noch bekendgemaakt is, maar dat die procedures wel aan de gang zijn; voorts heeft hij bericht dat de datum van 1 januari 2002, vastgesteld in de genoemde artikelen 72 en 73, gewijzigd is in 1 januari 2003.

Het onderzochte voorontwerp van wet wijzigt de genoemde wet van 3 mei 1999. Het bevat geen enkele bepaling aangaande de eigen inwerkingtreding, en treedt bijgevolg in werking op de tiende dag na de bekendmaking van de wet in het Belgisch Staatsblad.

Er dient voorkomen te worden dat de onderhavige wet in werking treedt vóór de wet die ze wijzigt.

Wat de inwerkingtreding betreft, behoort bovendien voorzien te worden in eenzelfde regeling voor alle bepalingen van de onderhavige wet, ook al heeft het hierboven opgeworpen probleem geen betrekking op de artikelen 9 en 10, die strekken tot wijziging van de artikelen 37, § 1, en 38, noch op artikel 12, dat strekt tot wijziging van artikel 97 van de wet van 14 juli 1991.

Bijgevolg wordt voorgesteld, en de gemachtigde ambtenaar sluit zich daarbij aan, een extra artikel 13 in te voegen in het onderzochte voorontwerp, dat bepaalt dat de onderhavige wet ook op 1 januari 2003 in werking treedt.

Wel dient erover gewaakt te worden dat deze inwerkingtreding niet leidt tot een retroactieve toepassing van de wet.

SLOTOPMERKING

In de opmerking bij artikel 29 in advies 32.264/2, dat de afdeling wetgeving van de Raad van State op 5 december 2001 heeft uitgebracht over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het vervoer van zaken over de weg", is erop gewezen dat er geen rechtsgrond voorhanden was voor de sanctie waarin was voorzien.

Zo ook is in de opmerking bij artikel 41 in advies 32.265/4, dat de afdeling wetgeving van de Raad van State op 5 december 2001 heeft uitgebracht over een ontwerp van ministerieel besluit "genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van ... betreffende het vervoer van zaken over de weg", erop gewezen dat er geen rechtsgrond voorhanden was voor de bevoegdheid verleend aan de commissie goederenvervoer over de weg.

De aandacht van de steller van het voorontwerp wordt erop gevestigd dat het voorliggende voorontwerp niet in de vereiste wetswijzigingen voorziet om aan die opmerkingen tegemoet te komen.

Slotopmerking van taalkundige aard

Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen schrijve men in artikel 6 (ontworpen artikel 26, § 4, eerste lid, in fine), "(...) met toestemming van de procureur-generaal."

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame
Mevrouw

M.-L. WILLOT-THOMAS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs
de Heren

P. VANDERNOOT,
J. JAUMOTTE

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par Mme V. FRANCK, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door Mevr V. FRANCK, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS